

*Pouvoir d'emprunt*

● (1530)

Nous devons examiner ces déficits sans précédent, nourris par des emprunts irresponsables, à la lumière de la situation actuelle. Nous sommes en effet frappés par deux maux conjugués, soit une économie en proie à la récession à laquelle vient s'ajouter la mauvaise gestion gouvernementale. Pour l'ensemble du Canada, le PNB réel a baissé de 1 p. 100 au cours du troisième trimestre de 1982 en enregistrant sa cinquième baisse trimestrielle successive. En tout, il a donc reculé de 6.9 p. 100 depuis le deuxième trimestre de 1981. Au troisième trimestre de 1982, le secteur de la fabrication ne tournait qu'à 68 p. 100 de sa capacité, ce qui correspond au niveau le plus faible depuis qu'on a commencé à tenir des statistiques à ce sujet en 1961. Il faudrait mettre 210,000 logements en chantier par an dans notre pays pour répondre à la demande dans le secteur domiciliaire. Or on n'en a construit que 125,000 en 1982.

D'après l'OCDE, le déclin économique du Canada en 1982 a été le pire enregistré parmi les 24 pays membres de l'OCDE. D'après la livraison de septembre 1982 du magazine *Euromoney*, notre performance économique globale depuis 1974 place le Canada au quatorzième rang dans le monde.

Au cours des dernières années, notre productivité industrielle a augmenté au rythme le plus lent par rapport aux autres grands pays industrialisés. Ce phénomène a bien sûr eu de très fortes répercussions sur certaines provinces canadiennes, dont la miennne, la Colombie-Britannique. Tous les mois, 9,000 autres prestataires viennent s'ajouter à la liste de ceux qui n'ont plus droit aux prestations d'assurance chômage. Le nombre des assistés sociaux y a fait un bond de plus de 51 p. 100 depuis l'année dernière et les faillites commerciales ont plus que doublé en 1982.

Tel est le morne bilan attribuable en partie à un gouvernement de mauvaise foi, ce qui présage un sombre avenir pour les Canadiens qui en paient la note et continueront de le faire dans les années à venir. La dette publique qui ne cesse de grossir menace d'étouffer la fragile reprise qui pourra s'amorcer dans le courant de l'année.

Les prévisions actuelles du Conference Board font espérer que l'économie va sortir lentement de sa récession à compter de cette année avec une modeste croissance du PNB qui s'améliorera en 1984, mais l'on s'attend encore à ce que le taux de chômage demeure bien supérieur à 10 p. 100. Le fait que tant de Canadiens aient perdu leur emploi prouve de façon cruelle que le gouvernement n'a pas su exploiter les promesses que recèle le Canada.

Quand nous cherchons des politiques de rechange, monsieur le Président, il nous faut examiner celles que préconisent les néo-démocrates. J'ai trouvé amusant de constater ce matin que le porte-parole néo-démocrate en matière de finances se dise vivement préoccupé par l'ampleur du déficit. Ce n'est pas son habitude. Voici ce qu'écrivait en effet récemment le critique financier du NPD dans une lettre au *Globe and Mail*:

Dans les circonstances actuelles, le déficit du gouvernement n'est pas entièrement mauvais... manifestement, le gouvernement se doit d'emprunter afin de stimuler l'économie dans une période critique comme celle que nous traversons présentement.

Le Nouveau parti démocratique a aussi proposé des programmes économiques qui obligerait le gouvernement à planifier davantage et à hausser le taux d'imposition des

sociétés. Le NPD affirme essentiellement que le Canada a besoin d'un plus grand dirigisme étatique. Mais, pour ce faire, le gouvernement doit choisir les vainqueurs et les perdants du système économique. C'est à de tels principes que nous devons le Programme énergétique national et le budget MacEachen de 1981, deux catastrophes incontestables.

Au parti conservateur, nous sommes d'avis que ces choix relèvent du marché. Nous avons là-dessus une position très nette. Il n'y a qu'un moyen pour nous d'assurer une relance qui se maintienne et c'est de rétablir la stabilité de l'économie canadienne. Mais un tel équilibre ne peut se produire que dans un climat propice, suscité par des mesures gouvernementales bien définies. Ce climat favoriserait les rentrées de capitaux étrangers dont le Canada a besoin pour accroître ses maigres ressources financières et il inciterait les Canadiens à épargner et à élargir leur base financière. A défaut de ces encouragements, les Canadiens ne pourront pas créer les emplois nécessaires à la reprise du travail. Ceux qui ont la chance de travailler ne veulent pas dépenser l'argent qu'ils ont chèrement gagné pour se procurer des biens de consommation s'ils craignent de perdre leur emploi. Dommage que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Munro) trouve la chose amusante.

De la même façon, nous devons donner aux chefs des petites entreprises, notamment, les moyens de se maintenir en les aidant à mieux gouverner leurs ressources. Ces derniers ne cessent de me répéter qu'ils ont besoin d'une aide comme celle que leur aurait apportée l'obligation pour l'expansion des petites entreprises de John Crosbie, obligation créatrice de liquidités leur permettant de tourner.

A maintes reprises, on me signale que les chefs de petites entreprises ont besoin de mécanismes financiers qui leur permettent de faire des prévisions, qu'il leur faut des mesures d'imposition sans complication.

Ces derniers se plaignent que leurs frais de comptabilité en vue de calculer les avantages fiscaux que pourraient receler les règlements sur les petites entreprises sont tellement élevés, en raison de l'imbricatio actuel, qu'ils y perdent leur profit.

Les petites entreprises autant que les grandes sociétés ont grand besoin d'améliorer leurs liquidités et c'est là un problème majeur au Canada.

On ne cesse de me répéter qu'il nous faut des programmes de formation autres que les programmes inflexibles que le gouvernement a conçus et qui limitent la possibilité, pour les gens d'affaires, de faire appel aux personnes déjà employées. Nous pourrions envisager des stimulants précis, comme l'impôt progressif sur le gain en capital ou des stimulants à la formation qui tiendraient compte du temps que les cadres consacrent à la formation. Au lieu de programmes précis et positifs, on nous demande d'autoriser des emprunts, cette fois de 19 milliards.

Qu'est-ce que 19 milliards de dollars? Je voudrais citer un article du *Globe and Mail* de ce matin. L'éditorial donne une idée de ce que représentent 19 milliards. Permettez-moi de verser ce texte au compte rendu:

Qu'est-ce que 19 milliards de dollars? Voici ce que cette somme veut dire. Elle représente la totalité du budget du gouvernement fédéral en 1973-1974; cette année-là, les recettes ont été de 19.3 milliards et les dépenses, de 20.04 milliards. C'est la totalité de la dette nette du pays, le déficit global qui s'était accumulé depuis la Confédération jusqu'en 1974-1975;